

Rapport de l'African Transformation 2021

S'Intégrer pour Transformer

RÉSUMÉ DU RAPPORT



La transformation économique est au cœur du programme de développement de l'Afrique, mais le progrès est lent. Plusieurs pays travaillent de manière isolée.

La solution réside dans l'unicité.



ACET African Center
for Economic
Transformation

La troisième édition du rapport phare du Centre Africain pour la Transformation Economique (ACET) sur la transformation de l'Afrique, s'intégrer pour transformer, exploite la nécessité pour les pays africains de travailler ensemble au-delà du commerce pour relever les défis communs voire exploiter les opportunités régionales et de favoriser une croissance économique - et en retour, accélérer la transformation économique de l'Afrique.

Le premier rapport sur la Transformation de l'Afrique, publié en 2014, a expliqué pourquoi la croissance seule ne suffirait pas à assurer la viabilité du développement. Ainsi, ceci nous amène à définir une transformation efficace pour l'Afrique: C'est une croissance avec des produits diversifiés, une compétitivité à l'exportation, des augmentations de productivité et des mises à niveau technologiques - le tout pour améliorer le bien-être humain. En bref, une croissance intense. La mesure des performances économiques par rapport à ces attributs peut déterminer la rapidité - ou la lenteur - de la transformation des pays.

Après un début prometteur dans les années 2000, la croissance de l'Afrique a commencé à tergiverser dans les années 2010. Au même moment, les organisations continentales se sont ralliées à la transformation économique comme facteur déterminant du développement à long terme. Malheureusement, les pays ne se transforment pas, et la croissance intense reste insaisissable. En fait, selon les recherches d'ACET, les tendances vont dans la mauvaise direction, aggravées par les effets néfastes de COVID-19. En conséquence, le succès du développement à long terme de l'Afrique - et sa sécurité future - reste menacer.

Pour s'assurer que le programme de transformation ne soit pas vain, les pays doivent accroître leur collaboration dans leurs politiques et les questions qui, comme dans le cas de COVID-19, sont des priorités nationales nécessitant des solutions régionales.

Restructurer la collaboration régionale

L'intégration régionale a longtemps échappé à l'Afrique, mais elle reste essentielle pour une croissance intense. Cependant, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), qui est entrée en vigueur en début de 2021, donne un nouvel élan à l'intégration africaine. Elle offre également une voie pour une transformation accélérée. Dans les grandes lignes, la ZLECAf établit une zone de libre-échange qui élimine progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce entre les États membres. Cela permettra aux pays de stimuler la croissance, de diversifier leurs exportations au-delà des produits de base non transformés et attirer davantage les investissements étrangers et nationaux.

Mais pour parvenir à une croissance intense, les pays doivent profiter de l'élan politique de la ZLECAf pour aller au-delà du commerce et des marchés et faire progresser l'intégration dans d'autres domaines. Une plus grande collaboration régionale; notamment par l'approvisionnement des biens publics régionaux tels que les corridors de transit et la connectivité numérique contribueront à éliminer les obstacles qui ont ralenti le progrès dans le passé. La collaborer dans l'approvisionnement des biens publics régionaux permettra également d'acquérir l'expérience et la confiance nécessaires pour poursuivre une intégration économique plus poussée au sein de la ZLECAf.

Plus particulièrement, la restructuration de la collaboration régionale comme un mécanisme permettant de résoudre les problèmes nationaux sera essentiel pour travailler au-delà des frontières afin de s'attaquer conjointement aux problèmes qui posent des défis importants à long terme à la transformation. *S'Intégrer pour Transformer* se concentre sur trois de ces défis:

- **Garantir des emplois productifs** à la population active la plus jeune et à la croissance la plus rapide du monde en transmettant des compétences pour travailler dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services du 21^e siècle.
- **Soutenir l'innovation numérique** en permettant au secteur privé de profiter des nombreux avantages des technologies numériques pour créer des emplois, stimuler la productivité et réduire la pauvreté.
- **Gérer les risques climatiques** à travers la promotion d'une agriculture intelligente face au climat, en protégeant les écosystèmes verts et bleus et en exploitant les énergies renouvelables.

Garantir des emplois productifs

La population africaine en âge de travailler devrait dépasser un milliard de personnes avant 2030. Si ces nouveaux mains d'œuvres sur le marché du travail sont dotées des compétences nécessaires et ont accès à des emplois plus productifs, ils commenceront à générer un surplus économique susceptible d'améliorer le capital humain et d'accroître la productivité - générant ainsi un dividende démographique. Les priorités d'action sont les suivantes:

- **Développer l'éducation et la formation professionnelle**, en particulier pour les filles, afin de garantir que les 18 à 20 millions de nouvelles mains d'œuvres dans la population active chaque année soient bien équipées et productives.
- **Créer des opportunités d'emplois productifs** dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre en encourageant les investissements pour servir les marchés régionaux et continentaux au sein de la ZLECAf.
- **Accélérer la transition démographique** afin de réaliser les dividendes démographiques en ayant plus de travailleurs que de personnes à charge.
- **Accroître la collaboration régionale pour la mobilité de la main-d'œuvre** afin de libérer le potentiel de création d'emplois et l'impact transformateur des politiques et programmes industriels nationaux.

Les priorités de la collaboration régionale en matière d'emploi sont les suivantes:

- Favoriser une plus grande circulation transfrontalière des personnes et de la main-d'œuvre à travers la ratification du protocole sur la libre circulation des personnes.
- Assurer l'intégration transfrontalière des services professionnels en facilitant la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles au-delà des frontières nationales.
- Mettre en place des centres de formation régionaux pour renforcer les compétences ayant une dimension régionale importante, comme le travail du cuir.

Soutenir l'innovation numérique

Les technologies numériques ont déjà transformé de nombreux aspects de la vie, et elles sont en train de transformer rapidement le commerce et la finance. Avec les bonnes politiques, elles peuvent transformer des économies entières. Mais l'Afrique doit d'abord remédier à la fragmentation de ses marchés numériques et s'attaquer à d'autres obstacles, tels que les taxes coûteuses, des lacunes réglementaires et le prix des forfaits internet les plus élevés au monde. Les priorités d'action sont les suivantes:

- **La formulation de stratégies et la mise en place de cadres politiques** pour faire en sorte que les différents secteurs et chaînes de valeur se renforcent mutuellement et entraînent des effets multiplicateurs.
- **Intégrer les écosystèmes d'innovation** pour promouvoir un environnement permettant aux principales parties prenantes de s'accorder et d'adhérer aux politiques d'innovation, de technologie, de recherche et de développement.
- **Stimuler les investissements dans l'infrastructure numérique et le développement** des compétences en mobilisant les financements des donateurs et du secteur privé.

Les priorités de la collaboration régionale en matière d'innovation sont les suivantes:

- La création d'accords régionaux pour une itinérance et une téléphonie mobile et des connexions internet fiables et à des prix appropriés.
- Conformer les systèmes d'innovation nationaux et connecter les infrastructures numériques.
- Harmoniser les normes à travers le continent.

Gestion des risques climatiques

De nombreux pays africains subissent déjà des contraintes liées au climat, telles que les sécheresses, les inondations et la variabilité des précipitations - et la plupart d'entre eux restent très vulnérables aux impacts climatiques. Mais en appliquant des innovations technologiques pour gérer les secteurs clés sensibles aux climats tels que l'agriculture, les écosystèmes et l'énergie, les pays peuvent transformer les risques en opportunités. Les priorités d'action sont les suivantes:

- **Promouvoir une agriculture intelligente face au climat** pour aider les agriculteurs africains à accroître leur productivité et à renforcer leur résilience.
- **Préserver les écosystèmes verts et bleus** en concevant et en appliquant des solutions fondées sur la nature aux problèmes d'utilisation des terres.
- **Le développement et la généralisation des énergies renouvelables** en renforçant les cadres politiques et réglementaires afin d'augmenter les investissements, élargir l'accès aux technologies renouvelables, réduire les coûts et accroître l'accès.

Les priorités de la collaboration régionale en matière du climat sont les suivantes:

- Coordonner les réponses à l'insécurité et au changement climatique.
- Établir davantage de connexions et de marchés transfrontaliers pour les énergies renouvelables afin d'assurer une distribution viable de l'énergie et un accès plus large.
- Agir collectivement pour mettre en œuvre et développer une agriculture intelligente face au climat dans les zones agro-écologiques communes.

La nécessité d'un leadership visionnaire

S'intégrer pour transformer nécessitera un leadership engagé à tous les niveaux, y compris dans le secteur privé, le monde universitaire et la société civile. Les dirigeants africains doivent promouvoir des visions qui vont au-delà de leur intérêt national et poursuivre une action collective pour le bien commun. Pour transformer les visions descendantes en réalité, il faut adopter une approche ascendante, plus axée sur les problèmes nationaux et régionaux, et agir à plusieurs niveaux.

- Les coalitions locales peuvent identifier les problèmes les plus urgents et s'engager à agir sur le terrain.
- Les coalitions nationales peuvent rassembler les responsables gouvernementaux, les chefs d'entreprise, les groupes de réflexion, les universitaires et les défenseurs de la société civile pour formuler des politiques intelligentes et résoudre les problèmes.
- Les institutions transfrontalières et régionales peuvent coordonner et gérer l'approvisionnement de biens publics régionaux et la suppression de maux publics régionaux tels que les pandémies, les conflits et les flux financiers illicites.

L'intégration et la collaboration régionales ont été freinées par la propagation du COVID-19. La plupart des économies africaines voient leur croissance ralentir ou reculer, parfois considérablement. Les répercussions continueront de peser sur le programme de transformation. Les dirigeants africains doivent saisir l'occasion afin de travailler avec le secteur privé, la société civile et, surtout, les uns avec les autres pour approfondir l'intégration et relever les défis communs tels que l'emploi, l'innovation et le climat, de manière à soutenir la Croissance intense.